



Conseil économique et social

Distr. générale
7 décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante-deuxième session

12-23 mars 2018

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par All India Women's Education Fund Association, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Un monde équitable, durable et connecté : voilà ce que souhaitent les femmes. « A World We Women Want », programme global qui vise à renforcer l'égalité entre les sexes dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de développement durable, donne suite aux thèmes prioritaires de la Commission de la condition de la femme en 2016, 2017 et 2018.

All India Women's Education Fund Association (AIWEFA) a lancé le programme A World We Women Want en 2014, à l'occasion de ses 85 ans au service du bien-être des jeunes et des femmes. L'organisation, qui a également fondé l'établissement d'enseignement supérieur pour femmes Lady Irwin College, œuvre pour que les femmes occupent des postes de direction, prennent en main leur propre émancipation et ne soient pas de simples bénéficiaires sans voix.

Le 25 septembre 2015, date à laquelle les pays ont adopté une série d'objectifs visant à lutter contre la pauvreté, à protéger la planète et à assurer la prospérité de tous dans le cadre d'un nouveau programme durable, l'AIWEFA a plaidé pour que tous les programmes et stratégies de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 incluent de la question de la problématique hommes-femmes et de la jeunesse.

En 2016, l'enjeu était de mieux faire connaître les objectifs de développement durable, de repérer les activités qui pouvaient représenter un objectif ou un sous-objectif et de recenser les bonnes pratiques de mise en œuvre qui soient reproductibles à différentes échelles.

Afin de comprendre les aspirations de la jeunesse et des femmes indiennes et d'étayer leurs perspectives dans le monde qu'ils appellent de leurs vœux, l'AIWEFA a organisé 16 discussions de groupe dans les zones rurales de l'Uttar Pradesh, du Madhya Pradesh, du Rajasthan et du Kerala. La grande majorité des femmes interrogées sur le terrain ont dit avoir besoin de revenus supplémentaires pour compléter ceux de l'agriculture. Estimant que l'éducation constitue un facteur primordial d'amélioration des modes de subsistance, elles scolarisent leurs enfants dans des écoles privées et leur font suivre des cours de soutien scolaire. Elles jugent important de renforcer les capacités des paysans par le biais de formations visant à améliorer les cultures, à augmenter les rendements et à mieux gérer le bétail. Elles souhaitent être mieux informées sur les pratiques d'irrigation plus économes en eau. L'eau et l'assainissement constituent des questions centrales puisque, même lorsque des toilettes sont accessibles, l'eau manque et il faut se laver avec le contenu d'un seul broc d'eau. Les femmes interrogées ont également signalé qu'en raison de la piètre qualité de l'eau, les douleurs abdominales et les vomissements étaient fréquents et que, lorsque l'électricité était disponible, elle ne l'était qu'à certaines heures et son prix était exorbitant.

L'accès aux hôpitaux étant limité aux accouchements, les femmes souhaitent, pour soigner les petites affections, ressusciter les savoirs traditionnels et mettre en place des pépinières pour plantes médicinales dont l'entretien et l'arrosage seraient répartis entre tous les membres de la famille. Par ailleurs, afin d'économiser les bombonnes de gaz pour celles qui en disposent, elles utilisent des poêles à bois. De ce fait, le ramassage du bois occupe la plus grande part de leur journée, devant le travail agricole et les tâches ménagères. Elles souhaitent se libérer de cette besogne, voyager, voir le monde et se déplacer à vélo ou à scooter pour se rendre dans les boutiques environnantes et, occasionnellement, dans un centre commercial.

Afin d'aider les Nations Unies dans leur tâche consistant à mieux faire connaître les objectifs de développement durable et à les traduire en plans de mise

en œuvre, l'AIWEFA a étudié les activités de développement du village de Nindana (État de l'Haryana) mises en place dans le cadre du programme Village Modèle lancé par le Premier Ministre indien. Les avancées observées, rendues possibles grâce aux politiques nationales et les programmes d'aide sociale, étaient davantage corrélées aux objectifs et sous-objectifs de développement durable. Les mesures concrètes plébiscitées par les jeunes et les femmes vivant en milieu rural consistaient notamment à : planter des arbres, activité présentant un intérêt économique, environnemental, social et culturel, génératrice d'emplois et de revenus ; octroyer aux foyers les plus pauvres des droits sur les arbres plantés dans des terrains publics ; mettre en place des pépinières locales ; simplifier les systèmes de paiement des activités de maintenance ; évaluer de manière scientifique et participative la gestion des bassins versants et œuvrer à l'amélioration de l'irrigation, du drainage et du niveau des eaux souterraines ; limiter la pollution, privilégier les cuisinières n'émettant pas de fumée, interdire la défécation à l'air libre dans les villages et bannir les sacs en polyéthylène et les polluants nocifs. Toutes ces mesures écologiques volontaristes étaient préconisées par les dirigeantes locales prenant part aux décisions politiques.

Afin de dresser un aperçu global des initiatives locales, l'AIWEFA s'est rapprochée d'organisations de la société civile asiatiques et africaines et a consigné dans un Recueil de bonnes pratiques les stratégies qui permettaient à ces dernières de faire avancer la réalisation des objectifs de développement durable. En 2016, à l'invitation du Ministère indien du développement des femmes et des enfants, l'AIWEFA a transmis ce Recueil au Gouvernement ; à la société civile, lors du lancement national ; à la soixantième session de la Commission de la condition de la femme, en présence de M^{me} Phumzile Mlambo-Ngcuka et de M^{me} Lakshmi Puri ; à la Indian High Commission en présence de la Ministre du développement des femmes et des enfants, M^{me} Maneka Gandhi.

Ce Recueil des bonnes pratiques appliquées en Asie et en Afrique fait une place centrale au lien entre la montée en puissance des femmes dans l'économie et les objectifs de développement durable. Il incite également à développer des moyens de subsistance à proximité des lieux de résidence, à simplifier l'accès aux financements pour la création de petites entreprises, à faciliter l'instauration d'interconnexions verticales en vue de soutenir les initiatives commerciales, à allier emploi traditionnel, emploi moderne et accès aux nouvelles technologies.

Pour répondre à ce besoin, l'AIWEFA a mené une série de programmes pilotes de renforcement des capacités et d'ateliers portant sur les possibilités d'emplois traditionnels et modernes et l'accès aux nouvelles technologies pour les femmes, les jeunes et les personnes âgées.

Neuf manifestations consacrées aux énergies renouvelables ont été organisées à l'intention des agricultrices. Il y était question des possibilités de formation en matière de réparation des équipements solaires ; de la création de pépinières abritant des graines améliorées et des méthodes de semences qui assurent des récoltes plus importantes et génèrent des revenus ; de recettes nutritives et de techniques de préservation des aliments de produits cultivés localement qui génèrent des revenus lors des foires locales.

Dans les zones urbaines, 350 femmes défavorisées ont bénéficié de cours de conduite dans les centres de formation Maruti Suzuki India Limited ; certaines sont encouragées à devenir chauffeurs de taxi pour femmes, à démarrer leur propre activité ou à devenir conseillères en assurance ; 150 femmes ont suivi des cours d'autodéfense dispensés par des instructeurs de la police de Delhi.

Afin d'encourager les jeunes à œuvrer activement pour l'avènement d'un monde plus sûr, l'AIWEFA a organisé dans des établissements d'enseignement

secondaire 26 ateliers portant sur la cybersécurité et l'accès sûr à la technologie ; des ateliers d'échange intergénérationnel ont été organisés à l'intention de 250 participants afin d'instaurer une solidarité entre les générations, d'apporter une certaine stabilité dans la vie des jeunes et de mettre à profit le potentiel inexploité des personnes âgées ; l'organisation va proposer cinq ateliers à l'intention des étudiants au sujet de la prévention de la toxicomanie et pour aider les jeunes à exploiter leur potentiel.

En 2017-2018, le Gouvernement des îles Andaman et Nicobar encourage l'émancipation économique en développant l'artisanat utilisant les ressources locales, avec un programme global incluant la conception des produits, la tarification, le conditionnement, la valorisation de la marque, la commercialisation, la vente (y compris en ligne) et les expositions.

En 2017, lors de la Commission de la condition de la femme, l'AIWEFA a lancé, pour un très bon rapport prix/efficacité, un site sur les pays du Sud, www.aworldwewomenwant.org, qui recueille les récits de changements galvanisants qui peuvent être diffusés et adaptés aux situations locales. Le Recueil des bonnes pratiques relatives à l'émancipation économique des femmes en Inde a également été publié.

L'AIWEFA fonde ses activités de renforcement des capacités des différents acteurs tout au long de la chaîne de valeur sur l'émancipation économique des femmes. Les deux récits présentés proviennent de projets pilotes menés en zones urbaines et rurales par l'organisation.

Sheena, étudiante dont la famille dispose d'un revenu mensuel de 4 500 dollars des États-Unis, illustre bien les initiatives de l'AIWEFA pour introduire de nouvelles compétences et faciliter l'accès à la technologie. Sélectionnée par l'organisation pour suivre des cours de conduite auprès de l'Institute of Driving Training and Research, géré par le Gouvernement et Maruti Suzuki India Limited et situé à Sarai Kale Khan (New Delhi), elle a obtenu l'autorisation de faire de la conduite accompagnée et s'est entraînée pendant environ 35 jours, avant de se voir décerner le certificat d'aptitude par l'Automotive Skill Development Council. Elle a renforcé sa confiance en elle-même et en ses capacités et est devenue un modèle pour ses pairs. Lorsqu'elle aura décroché son diplôme universitaire, elle souhaiterait inciter d'autres femmes à apprendre à conduire et à envisager de devenir monitrices d'auto-école. Qualifiée dans un domaine accessible depuis peu aux femmes des milieux défavorisés, elle compte monter sa propre entreprise ; elle contribuera à rendre les routes plus sûres en formant d'autres femmes et constituera un motif d'espoir pour les femmes de son entourage et de son quartier.

Sumitra et Dayawati sont des paysannes de l'État de l'Haryana qui, avec la même aisance, ont perfectionné et associé savoirs traditionnels et innovations technologiques et scientifiques afin de rendre leurs besognes moins pesantes et améliorer leur qualité de vie. Dessinant avec dextérité sur le sol poussiéreux à l'aide d'une brindille, elles expliquent aux visiteurs comment construire avec peu de moyens une fosse dédiée au lombricompostage ou une usine de biogaz ; installer des filets d'ombrage pour récolter plus tôt les légumes cultivés en pépinière ; utiliser des graines de meilleure qualité pour une fructification plus abondante ; adopter des méthodes de semences plus efficaces pour économiser l'eau et l'énergie ; recourir à des technologies innovantes, comme la binette montée sur roue, pour rendre la tâche moins pénible. Elles vont également, les cheveux couverts d'un voile, raconter leur parcours d'émancipation lors de conférences des Nations Unies.